

LE FÉDÉRALISME N'EST PAS RENTABLE POUR LE QUÉBEC

En présentant un budget aussi vide, le gouvernement conservateur nous offre une autre illustration que le fédéralisme n'est tout simplement pas rentable pour le Québec. Les conservateurs manquent encore une fois l'occasion de répondre adéquatement aux besoins économiques, sociaux, environnementaux et financiers du Québec. Ils démontrent de nouveau que pour le Canada, c'est comme si le Québec n'existait pas.

Le gouvernement conservateur poursuit dans la voie de son énoncé économique de 2006, c'est-à-dire avec des politiques orientées sur les besoins de l'Ontario et de l'Alberta, au détriment des besoins extrêmement pressants du Québec. Les prévisionnistes s'accordent en effet pour dire que la relance économique sera plus faible au Québec qu'au Canada.

Malgré toutes les belles promesses conservatrices de 2006 d'une ouverture nouvelle à l'égard du Québec, il n'y a rien dans le nouveau budget Flaherty pour répondre aux besoins de

l'économie québécoise. Qu'on parle de la forêt, de l'aéronautique, de l'environnement ou de la culture, les priorités des Québécoises et des Québécois, telles qu'exprimées lors de notre tournée de consultations prébudgétaires, sont complètement ignorées.

À titre d'exemple, l'industrie automobile concentrée en Ontario reçoit 9,7 milliards de dollars, contre seulement 170 millions de dollars pour l'industrie forestière vitale pour les régions du Québec. Les conservateurs ont beau faire miroiter aux entreprises manufacturières une levée des frais de douane pour l'achat d'équipements, mais, faute de prêts et de garanties de prêts, bon nombre d'entre elles n'ont pas l'argent pour s'en procurer.

Alors que l'environnement est à toutes fins pratiques ignoré dans le budget, le gouvernement conservateur consacre un milliard de dollars pour le développement de la filière nucléaire au profit de l'Ontario, de l'Alberta et des pétrolières, qui bénéficient déjà de généreux avantages fiscaux. De plus, aucun nouveau financement n'est prévu dans le secteur culturel, important pour l'économie québécoise.

La nécessité de bonifier l'assurance-emploi et le Supplément de revenu garanti pour les aînés, de

même que de s'attaquer aux problèmes du logement social et de l'itinérance sont ignorées. De plus, le gouvernement fait complètement fi du fait que ce sont les femmes qui sont le plus frappées par la pauvreté.

La classe moyenne, les travailleurs et peut-être même les aînés paieront le déficit

Le gouvernement Harper persiste également dans son arrogance vis-à-vis les gens les moins favorisés. Le budget confirme le maintien du régime fiscal très généreux envers les banques et l'industrie pétrolière, mais il refuse d'aider les gens. C'est du mépris pour les travailleurs et les entreprises qui sont en difficultés au Québec au moment où ils ont le plus besoin que l'État leur tende la main.

Ce budget nous montre encore une fois que le fédéralisme ne répondra jamais aux aspirations du Québec et que la seule voie d'avenir pour le Québec, c'est la souveraineté.